



30 OCTOBRE 1995

NO. 30

30 OCTOBER 1995

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

LOI NO. 18 DE 1995 SUR LE
CONSEIL CULTUREL NATIONAL DE
VANUATU (MODIFICATION).

NOTIFICATION OF PUBLICATION

VANUATU NATIONAL CULTURAL
COUNCIL (AMENDMENT) ACT
NO. 18 OF 1995.

ARRETES

ARRETE NO. 24 DE 1995 RELATIF
AUX BANQUES (DROITS PRESCRITS).

ARRETE NO. 28 DE 1995 SUR A LA
LOI RELATIVE AUX ASSOCIATIONS
A VOCATION RELIGIEUSE (ENTREE
EN VIGUEUR).

ORDERS

SUSPENSION DE CONSEIL MUNICIPAL
DE LUGANVILLE.

PHYSICAL PLANNING - NOTICE OF
INTENTION TO DECLARE LAND IN
SANMA PROVINCE TO BE PHYSICAL
PLANNING AREAS.

SOMMAIRE

PAGE

CONTENTS

PAGE

APPOINTMENT

1

LEGAL NOTICE

2 - 3

ANZ BANK (VANUATU)
LTD - BALANCE SHEET
AND PROFIT AND LOSS
ACCOUNTS

4 - 7

REPUBLIC OF VANUATU

VANUATU NATIONAL CULTURAL COUNCIL (AMENDMENT)
ACT NO. 18 OF 1995

Arrangement of Sections

1. Amendment of section 1 of Chapter 186.
2. Amendment of section 3.
3. Amendment of section 5.
4. Amendment of section 6.
5. Commencement.

REPUBLIC OF VANUATU

Assent: 17/10/95
Commencement : 30/10/95

VANUATU NATIONAL CULTURAL COUNCIL (AMENDMENT)
ACT NO. 18 OF 1995

An Act to amend the Vanuatu National Cultural Council Act [CAP. 186].

BE IT ENACTED by the President and Parliament as follows :-

AMENDMENT OF SECTION 1 OF CHAPTER 186

1. The Vanuatu National Cultural Council Act [CAP. 186] in this Act referred to as the "principal Act" is amended in section 1 by inserting after the definition of "Council" the following new definition: -

"commercial filming" means the taking of motion pictures for reproduction on film, television, video cassette or any other means for profit or reward or in the course of a business.

AMENDMENT OF SECTION 3

2. The principal Act is amended in section 3 by repealing subsection (1) and substituting the following subsection -

"(1) The Council shall consist of the following members -

(a) six members appointed by the Minister of whom -

- (i) one shall be a representative of the Ministry responsible for Cultural Affairs nominated by the Minister of Cultural Affairs;
- (ii) one shall be a representative of the National Council of Chiefs nominated by the National Council of Chiefs;
- (iii) one shall be a representative of the National Council of Women nominated by the National Council of Women;

(iv) one shall be a representative of the Vanuatu Cultural Centre;

(v) two shall be persons whom the Minister considers have relevant experience in matters relating to museums, public libraries or archives; and

(b) the director,".

AMENDMENT OF SECTION 5

3. The Principal Act is amended in section 5 by deleting subparagraphs (i), (ii) and (iii) of paragraph (d) and substituting the following subparagraphs -

" (i) the Vanuatu Cultural Centre, including the National Museum, the National Library, the National Film and Sound Unit and the National Cultural and Historic Sites Survey; and

(ii) the National Archives."

AMENDMENT OF SECTION 6

4. Section 6 of the Principal Act is amended in section 2 -

(a) by deleting the fullstop at the end of paragraph (k) and substituting a semi-colon; and

(b) by adding after paragraph (k) the following new paragraph -

"(l) regulate and control commercial filming concerning cultural subjects."

COMMENCEMENT

5. This Act shall come into force on the date of its publication in the Gazette.

REPUBLIQUE DE VANUATU

1 LOI NO.18 DE 1995 SUR LE CONSEIL CULTUREL NATIONAL DE VANUATU (MODIFICATION)

Sommaire

1. Modification de l'article 1 du Chapitre 186.
2. Modification de l'article 3.
3. Modification de l'article 5.
4. Modification de l'article 6.
5. Entrée en vigueur.

REPUBLIQUE DE VANUATU

Promulguée: 17/10/95

Entrée en vigueur: 30/10/95

LOI NO.18 DE 1995 SUR LE CONSEIL CULTUREL NATIONAL DE VANUATU (MODIFICATION)

Portant modification de la Loi instituant le Conseil culturel national de Vanuatu (CAP. 186)*

Le Président de la République et le Parlement promulguent le texte suivant :

MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DU CHAPITRE 186

1. L'article 1 de la loi portant institution du Conseil culturel national de Vanuatu (CAP. 186), ci-après dénommée la "Loi cadre", est modifié par l'insertion, après la définition de l'"exercice financier", de la nouvelle définition suivante :

"filmage à but commercial" désigne l'enregistrement d'images mobiles pour réaliser des films, téléfilms, cassettes vidéo ou tous autres moyens rapportant des profits ou récompense en argent ou dans le cadre d'une activité commerciale ;".

MODIFICATION DE L'ARTICLE 3

2. L'article 3 de la loi cadre est modifié par la suppression du paragraphe 1), remplacé par le paragraphe suivant :

"1) Le Conseil se compose des membres suivants :

- a) six membres nommés par le Ministre et qui sont :
 - i) un représentant du Ministère responsable des Affaires culturelles désigné par le ministre des Affaires culturelles ;
 - ii) un représentant du Conseil national des chefs désigné par le Conseil national des chefs ;
 - iii) un représentant du Conseil national des femmes désigné par le Conseil national des femmes ;
 - iv) un représentant du Centre culturel de Vanuatu ;

* Réf. au texte français de L.30/85. J.O. 9/88

v) Deux personnes que le Ministre juge compétentes en ce qui concerne les musées, les bibliothèques ou archives publiques ; et

b) le directeur."

MODIFICATION DE L'ARTICLE 5

3. L'article 5 de la loi cadre est modifié en abrogeant les alinéas i), ii) et iii) du paragraphe d), remplacés par les alinéas suivants :

"i) le Centre culturel de Vanuatu, y compris le Musée national, la bibliothèque nationale, la division nationale du film et du son et la Topographie des sites historiques et culturels nationaux ; et

ii) les Archives nationales."

MODIFICATION DE L'ARTICLE 6

4. Le paragraphe 2) de l'article 6 de la loi cadre est modifié :

a) en supprimant le point à la fin de l'alinéa k), remplacé par un point-virgule ; et

b) en ajoutant après l'alinéa k) le nouvel alinéa suivant :

"l) réglementer et contrôler le filmage à but commercial des choses culturelles."

ENTREE EN VIGUEUR

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa parution au Journal officiel.

REPUBLIQUE DE VANUATU

CHAPITRE 63

ARRETE NO. 24 DE 1995 RELATIF AUX BANQUES (DROITS PRESCRITS)

Visant à ce que les droits prescrits soient versés à la Commission en application de l'article 21 de la Loi relative aux Banques (CAP. 63)*

LE MINISTRE DES FINANCES

VU les pouvoirs que lui confère l'article 24 de la Loi relative aux Banque (CAP. 63),

A R R E T E :

DROITS PRESCRITS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 21

1. a) Toute compagnie visée à l'article 21 1) de la Loi relative aux Banques (CAP. 63) doit verser un droit prescrit de 4.000 dollars.
- b) Toute compagnie visée à l'article 21 2) de la Loi relative aux Banques (CAP. 63) doit verser un droit prescrit de 5.000 dollars.

ENTREE EN VIGUEUR

2. Le présent Arrêté est censé être entré en vigueur le 28 août 1995.

FAIT à Port-Vila le 5 septembre 1995.

Le ministre des Finances.

Willie JIMMY

* N'existe pas en français.

REPUBLIQUE DE VANUATU

LOI NO. 9 DE 1995 RELATIVE AUX ASSOCIATIONS A
VOCATION RELIGIEUSE (ENREGISTREMENT)

ARRETE NO. 28 DE 1995 SUR A LA LOI RELATIVE AUX
ASSOCIATIONS A VOCATION RELIGIEUSE (ENTREE EN VIGUEUR)

Rendant exécutoire la Loi No. 9 de 1995 relative aux associations
à vocation religieuse,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, DES AFFAIRES CULTURELLES,
RELIGIEUSES ET FEMININES

VU les pouvoirs que lui confère l'article 16 de la Loi No. 9 de
1995 relative aux associations à vocation religieuse,

A R R E T E : —

ENTREE EN VIGUEUR DE LA LOI NO. 9 DE 1995

1. La Loi No. 9 de 1995 relative aux associations à vocation
religieuse (enregistrement) entre en vigueur à la date de sa
publication au Journal officiel.

ENTREE EN VIGUEUR DU PRESENT ARRETE

2. Le présent Arrêté entrera en vigueur à la date de sa
publication au Journal officiel.

FAIT à Port-Vila le 3 octobre 1995.

Le ministre de la Justice, des Affaires culturelles,
Religieuses et Féminines

SETHY JOHN REGENVANU

RÉPUBLIQUE DE VANUATU

CHAPITRE 126

SUSPENSION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LUGANVILLE

ATTENDU QUE

- A. Le 4 avril 1995, le Ministre de l'Intérieur CHARLIE NAKO, nomme MARTIN JAMES TETE et HAVO MOLI pour enquêter sur les affaires du Conseil Municipal de Luganville conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 61 de la Loi No. 5 de 1980 relative aux Communes (CAP. 126) (appelée ci-après la Loi) ;
- B. Le 12 avril 1995, Martin James Tete et Havo Moli présentent leur rapport au Ministre de l'Intérieur ;
- C. Le 3 mai 1995, le Ministre de l'Intérieur donne des directives en application du paragraphe 2 de l'article 61 de la Loi No. 5 de 1980 relative aux Communes demandant au Conseil Municipal de Lunganville de remédier à l'omission de se conformer aux dispositions de la Loi relative aux Communes et autres lois mentionnées dans ledit rapport dans les délais indiqués dans les directives ;
- D. Le Conseil Municipal de Luganville manque de se conformer à ces directives ;
- E. Le 11 août 1995 le Ministre de l'Intérieur par intérim accorde un autre délai de 14 jours au Conseil Municipal de Luganville pour lui permettre de répondre aux autres exigences des directives ;
- F. Le Conseil Municipal de Lunganville refuse de se conformer à toutes les autres dispositions de la directive ;
- G. Dans les circonstances ci-dessus, le Ministre de l'Intérieur ne peut qu'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu des dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 61 de la Loi.

PAR CONSÉQUENT, LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, CHARLIE NAKO, VU les pouvoirs que lui confèrent les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 61 dictent les Règles suivantes :

- 1) Le Conseil Municipal de Luganville est suspendu pour une période d'au moins 6 mois à compter de la date d'entrée en vigueur des présentes Règles.

- 2) Pour une période débutant à la date d'entrée en vigueur de la suspension du Conseil Municipal de Luganville jusqu'à la date de révocation de la suspension. HAVO MOLI détient et exerce tous les pouvoirs du Conseil conformément aux dispositions de la Loi relative aux communes (CAP. 126) ou à toute autre Loi.
- 3) Les présentes Règles entrent en vigueur le 16 septembre 1995.

FAIT à Port-Vila le 15 septembre, 1995.

Le Ministre de l'Intérieur.

CHARLIE NAKO

REPUBLIC OF VANUATU

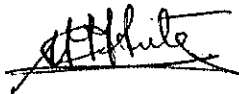
THE PHYSICAL PLANNING ACT, [CAP. 193]

PUBLIC NOTICE OF INTENTION TO DECLARE LAND IN SANMA PROVINCE TO BE PHYSICAL PLANNING AREAS

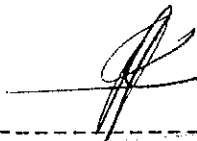
IN ACCORDANCE with Section 2 [2] [c] of the Physical Planning Act, [Cap. 193], the SANMA Provincial Council hereby declares its intention to declare land Titles 04/2234/001, 04/2612/003, 640, 620, 619, 04/2612/001, 04/2621/001, 04/2614/002, 04/2623/002, 04/2641/010, 04/2643/007, 04/2643/008, 04/3021/005, 04/3022/002, 4115, 04/2293/001, 04/2632/009, 04/2641/005, 04/2641/002, 04/2641/004, 04/2641/001, 04/2632/004, 04/2632/008, 04/2632/002, 04/2632/006, 04/2632/010, 04/2633/001, 04/2632/007, 04/2644/001, 04/2634/002, 04/2641/007, 04/2641/008, 04/2632/015, 04/2943/003, 04/2943/005, 04/2943/006, 04/2634/005, 04/2943/004, 04/3024/002, 04/2643/007, 04/3022/005, 04/2632/011, 04/2613/001, 04/2643/001, 04/3024/008, 04/3022/003, 04/2943/008, 04/2641/009, 04/3024/007, 04/2943/009, 04/3024/006, 04/2243/001, 04/3012/001, 04/3013/001, 04/2611/001, 04/2634/003 and 04/3014/001 on Santo mainland, the island of Aore and the islets of Ratua, Urelapa, Tavana, Urenarave, Venui, Urenahuepe, Tangisi, Maltinerava, Kervimele, Malono, Malwepe, Malparavu, Malvapevu, Malvanua and Malao in the SANMA Province to be Physical Planning Areas for the purposes of development in accordance with the said Act.

Any person affected by the proposed declaration of the Council shall make representations to the Council within thirty [30] days from the date of publication of this Notice in the Gazette.

SIGNED in Luganville this 24th day of July, 1995.



PRESIDENT



SECRETARY GENERAL



COUNCILLOR



REPUBLIC OF VANUATU

CHAPTER 129

PUBLIC SERVICE DISCIPLINARY BOARD

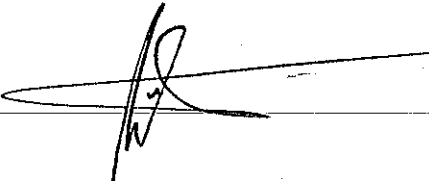
A P P O I N T M E N T

IN EXERCISE of the powers conferred by section 12(1)(c) of the Public Service Act [CAP. 129], the PUBLIC SERVICE COMMISSION, hereby appoints

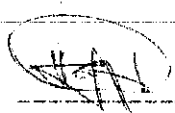
ANNIE-ROSE BANN

to be a member of the Public Service Disciplinary Board. This appointment shall be deemed to have come into effect on the 6th day of September 1995.

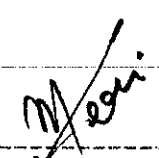
DATED this 17. day of October 1995.



Chairman
Public Service
Commission



Member
Public Service
Commission



Member
Public Service
Commission



REPUBLIC OF VANUATU

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following companies have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu:

PAPERBOARD SUPPLIES SOUTH PACIFIC LIMITED

PACIFIC ASIAN MACHINERY BROKERS INC

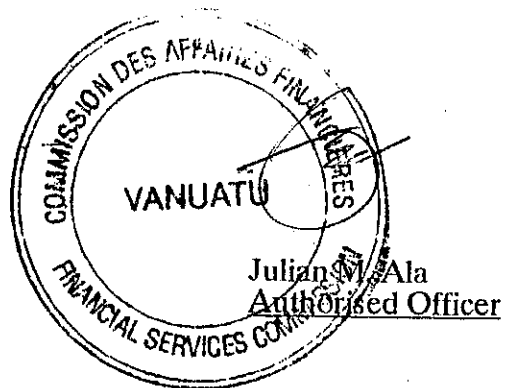
TCH INVESTMENTS LIMITED

SANAA TRADING LIMITED

CORNWALL HOLDINGS LTD

PT SAMSON TIARA

Dated at Vila this twelfth day of October 1995.





REPUBLIC OF VANUATU

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following companies have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu:

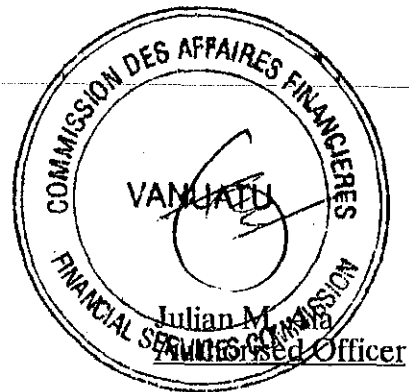
SEGMENT HOLDINGS LIMITED

NBA INTERNATIONAL LTD

EUROTRADE LIMITED

MONTEX LIMITED

Dated at Vila this twelfth day of October 1995.





Chartered Accountants

KPMG House
PO Box 212
Port Vila
Vanuatu
South Pacific

Telephone (678) 22091
Facsimile (678) 23665

**INDEPENDENT AUDITORS' REPORT TO THE
MEMBERS OF ANZ BANK (VANUATU) LIMITED**

Scope

We have audited the financial statements of ANZ Bank (Vanuatu) Limited for the financial year ended 30 September 1995 consisting of the profit and loss account, balance sheet, statement of cash flows and accompanying notes set out on pages 3 to 11. The company's Directors are responsible for the preparation and presentation of the financial statements and the information they contain. We have conducted an independent audit of these financial statements in order to express an opinion on them to the members of the company.

Our audit has been conducted in accordance with International Standards on Auditing to provide reasonable assurance as to whether the financial statements are free of material misstatement. Our procedures included examination, on a test basis, of evidence supporting the amounts and other disclosures in the financial statements, and the evaluation of accounting policies and significant accounting estimates. These procedures have been undertaken to form an opinion as to whether, in all material respects, the financial statements are presented fairly in accordance with applicable International Accounting Standards and statutory requirements so as to present a view which is consistent with our understanding of the company's financial position and the results of its operations and its cash flows.

The audit opinion expressed in this report has been formed on the above basis.

Audit opinion

In our opinion, the financial statements of ANZ Bank (Vanuatu) Limited have been properly prepared in accordance with the provisions of the Companies Act [CAP 191] of the Republic of Vanuatu and applicable International Accounting Standards, so as to give a true and fair view of:

- i) in the case of the balance sheet, the state of the company's affairs as at 30 September 1995;
- ii) in the case of the profit and loss account, the company's result for the financial year ended on that date; and
- iii) the company's cash flows for the financial year ended on that date.

KPMG

**KPMG
CHARTERED ACCOUNTANTS**

Port Vila

20 October 1995

(Qualified auditors under Section
166 of the Companies Act [CAP 191]
of the Republic of Vanuatu)



Member firm of
Klynveld Peat Marwick Goerdeler

Resident partners
B L Hawkes
A G Weekes

Visiting partner
P M Chilchani

Non resident partners
J B Harkness
J H Richardson
A Dickinson

ANZ BANK (VANUATU) LIMITED

BALANCE SHEET AS AT 30 SEPTEMBER 1995

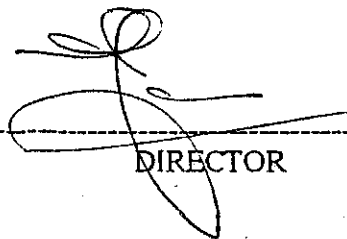
(Expressed in Vatu)

	<u>Note</u>	<u>1995</u> Vt'000	<u>1994</u> Vt'000
SHAREHOLDERS' FUNDS			
Issued capital	5	3,663	3,663
Reserves	6	112,449	112,449
Retained profits		702,507	508,977
		<u>818,619</u>	<u>625,089</u>
CURRENT LIABILITIES			
Customers' accounts	7	10,608,248	10,074,180
Owing to ultimate holding company		615,295	43,213
Owing to related companies		9,691	23,213
Other liabilities	8	251,567	262,683
		<u>11,484,801</u>	<u>10,403,289</u>
TOTAL SHAREHOLDERS' FUNDS AND LIABILITIES		<u>12,303,420</u>	<u>11,028,378</u>
Represented by:			
NON-CURRENT ASSETS			
Property, plant and equipment	9	162,258	156,753
Customer loans and advances	10	-1,649,110	1,646,226
Government bonds		194,800	194,800
		<u>2,006,168</u>	<u>1,997,779</u>
CURRENT ASSETS			
Customer loans and advances	10	1,064,576	993,916
Owing by ultimate holding company		8,309,047	6,655,989
Regulatory deposits		268,900	257,900
Coins, notes and cash at bank		388,866	801,634
Other assets	12	265,863	321,160
		<u>10,297,252</u>	<u>9,030,599</u>
TOTAL ASSETS		<u>12,303,420</u>	<u>11,028,378</u>

The balance sheet is to be read in conjunction with the notes to and forming part of the financial statements set out on pages 6 to 11.



DIRECTOR



DIRECTOR

ANZ BANK (VANUATU) LIMITED

PROFIT AND LOSS ACCOUNT
FOR THE YEAR ENDED 30 SEPTEMBER 1995

(Expressed in Vatu)

	<u>Note</u>	<u>1995</u> Vt'000	<u>1994</u> Vt'000
OPERATING PROFIT		221,441	103,774
		<u>1995</u> Vt'000	<u>1994</u> Vt'000
arrived at after crediting as income:			
Turnover (being interest income, exchange earnings and commission income)		1,085,349	865,698
after charging as expenses:			
Auditors' remuneration:			
- auditing financial statements		3,885	4,650
- other services		1,120	200
Depreciation and amortisation		19,922	17,036
Doubtful debts		(29,388)	72,275
Interest		509,887	365,381
Rentals paid		46,404	43,960
RETAINED PROFITS AT BEGINNING OF YEAR		508,977	405,203
Adjustment to retained profits at the beginning of the year	2	(27,911)	-
Available for appropriation		702,507	508,977
RETAINED PROFITS AT END OF YEAR		702,507	508,977

The profit and loss account is to be read in conjunction with the notes to and forming part of the financial statements set out on pages 6 to 11.

ANZ BANK (VANUATU) LIMITED

**STATEMENT OF CASH FLOWS
FOR THE YEAR ENDED 30 SEPTEMBER 1995**

(Expressed in Vatu)

	Note	1995 Vt'000	1994 Vt'000
Cash flows from operating activities			
Interest received		832,151	608,081
Interest paid		(473,049)	(376,174)
Fees and other income received		243,104	219,332
Personnel costs paid		(162,106)	(144,594)
Premises costs paid		(87,758)	(73,257)
Other operating expenses paid		(110,582)	(92,820)
Net cash provided by operating activities	15(a)	<u>241,760</u>	<u>140,568</u>
Cash flows from investing activities:			
Net(increase)/decrease in:			
• Owing by ultimate holding company	15(b)	(1,653,058)	922,709
• Regulatory deposits		(11,000)	(113,100)
• Customer loans and advances		(44,156)	(89,358)
• Other assets		64,436	938,407
Purchase of government bonds		-	(55,800)
Proceeds from sale of Government bonds		-	105,000
Purchase of fixed assets		(25,649)	(11,387)
Proceeds from sale of fixed assets		1,177	179
Net cash (used in)/provided by investing activities		<u>(1,668,250)</u>	<u>1,696,650</u>
Cash flows from financing activities:			
Net increase/(decrease) in:			
• Owing to ultimate holding company	15(b)	572,082	(289,090)
• Owing to related companies	15(b)	(13,522)	23,213
• Customers' accounts		534,068	(199,264)
• Other liabilities		(78,906)	(957,632)
Net cash (used in)/provided by financing activities		<u>1,013,722</u>	<u>(1,422,773)</u>
Net cash provided by operating activities		241,760	140,568
Net cash (used in)/provided by investing activities		(1,668,250)	1,696,650
Net cash (used in)/provided by financing activities		1,013,722	(1,422,773)
Net (decrease)/increase in cash & cash equivalents		<u>(412,768)</u>	<u>414,445</u>
Cash and cash equivalents at beginning of year		801,634	387,189
Cash and cash equivalents at end of year		<u><u>388,866</u></u>	<u><u>801,634</u></u>

The statement of cash flows is to be read in conjunction with the notes to and forming part of these financial statements set out on pages 6 to 11.